**NOTICE DE SELECTION**

**Recrutement** **d´****un(e) consultant(e)** **national(e) Expert(e)en Gouvernance locale.**

**Référence du dossier :****038/****IC-NAT-PNUD-UNHCR/2020**

Date : 09/07/2020

**Pays :**République Démocratique du Congo, Province de Kinshasa

**Description de la mission :** Un(e) consultant(e) nationale (e) Expert(e)en Gouvernance

**Niveau de poste et d’expérience :**ConsultantExpert(e) National(e)

**Durée de la mission** : 4 mois/120 jours d’où **Première phase, travail à distance (home-based)** : 45 jours.

**Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail :** [**ic.soumission.cd@undp.org**](mailto:ic.soumission.cd@undp.org)**avec mention de la référence et intitulé du dossier « 038/IC-NAT-PNUD-UNHCR/2020 – Projet conjoint PNUD-UNHCR ». Veuillez noter qu´il est obligatoire d´indiquer cette référence dans l´objet du message. Les propositions transmises sans indiquer la référence correcte du dossier pourraient ne pas être prises en compte.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le jeudi23 juillet 2020 à 16 heures de Kinshasa**

**Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse [soumission.info@undp.org](mailto:soumission.info@undp.org) pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

**1. Contexte et Justification**

|  |
| --- |
| Depuis 25 ans, la République Démocratique du Congo (RDC) connait une des situations humanitaires les plus complexes. Le Nord-Kivu et la province du Haut-Uélé sont des zones qui accueillent de nombreux réfugiés, rapatriés et déplacés internes. La province du Haut-Uélé a accueilli 51,473 réfugiés Sud-Soudanais alors que l’activisme de plusieurs milices et groupes armés à travers la province du Nord-Kivu est la cause du déplacement interne d’environ 9,894 personnes.  De nombreuses organisations nationales et internationales installées principalement à l’Est mettent en œuvre diverses interventions humanitaires ; cependant les approches adoptées ont créé une certaine dépendance des communautés à l’assistance humanitaire fournie. En effet, les interventions humanitaires ne s’attaquent pas aux causes structurelles des conflits. Certains déficits au niveau de la gouvernance locale et des institutions étatiques contribuent à la pérennisation d’une situation humanitaire particulièrement préoccupante et de cycles de violence récurrents. Les interventions en matière de développement et de stabilisation demeurent encore très limitées. Un gap criant dans la coordination des interventions humanitaires, de développement et de paix ne facilite pas l’établissement d’un continuum des approches et l’adoption de solutions durables au bénéfice des communautés.  En effet, depuis la fin de la guerre civile en 2003, des poches d’insécurité persistent à travers les territoires et sont à l’origine et continuent de provoquer d'importants déplacements des populations vers les localités voisines et/ou les pays voisins. Les communautés d’accueil déjà fragilisées par la récurrence des conflits deviennent d’autant plus vulnérables avec l’arrivée et l’accueil de réfugiés et de déplacés internes. Les communautés sont, le plus souvent, les premiers répondants face aux urgences humanitaires et les solutions aux déplacements chroniques proviennent presque toujours des communautés. Ainsi, ces communautés ont développé des mécanismes de solidarité et d’auto- prise en charge des mouvements de population dans une perspective d’absorption des crises. Des mécanismes d’entraide existent et permettent aux communautés de faire face aux chocs répétés. Dans ce contexte de déplacement et de crises cycliques, la réponse rapide humanitaire s’est avérée insuffisante.  En réponse à cet état des choses, UNHCR et le PNUD ont entrepris des réflexions pour une programmation conjointe afin de promouvoir des solutions susceptibles de concourir à adresser efficacement les problèmes de développement en tenant compte des populations réfugiées et déplacées en République Démocratique du Congo.  Un document conjoint identifiant les axes de programmation potentiels sur lesquels les deux organisations pourraient s’engager a été produit. Parmi ces axes figurent (1) la mise en œuvre des ODD en ce qui concerne «ne laisser personne de côté», y compris le plaidoyer pour l'inclusion des réfugiés et des personnes déplacées dans les programmes de développement nationaux et locaux; (2) la protection, y compris des programmes sur l'Etat de droit concernant l'accès à la justice, des services de police axés sur la communauté et un soutien aux registres civil, foncier et à d'autres fonctions clés pour mieux répondre aux priorités de protection et aux solutions durables; (3) le travail analytique conjoint sur les situations de déplacement prolongées (analyse conjointe); (4) les programmes ciblés de relèvement rapide, de moyens de subsistance et développement économique local, (5) l’investissement dans l'alerte précoce et la réponse aux crises et (6) l’appui à la gouvernance locale et le renforcement des administrations locales afin de leur permettre d’améliorer la livraison de service et coordonner les actions humanitaires, de stabilisation et du développement dans le cadre du continuum.  C’est dans ce cadre que deux missions d’évaluations conjointes de besoins UNHCR/PNUD ont été organisées au Nord-Kivu et dans l’Ituri pour mieux comprendre les différents problèmes auxquels les réfugiés/déplacés internes et retournés sont confrontés, évaluer les capacités des autorités décentralisées et déconcentrées à intégrer ces dynamiques/mouvements de populations dans leur planification de développement local et leur programmation de livraison des services sociaux de base. Elles ont également permis d’identifier les interventions prioritaires à mettre en œuvre afin de répondre aux besoins immédiats des populations (réfugiés, déplacés internes, communautés d’accueil et personnes vulnérables parmi elles --voire femmes/filles victimes, enfants, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap, etc.) et aux défis du développement et de gouvernance dans les localités ciblées.  De manière transversale, ces missions ont permis d’identifier différents secteurs d’intervention et domaines prioritaires de collaboration entre le PNUD et UNHCR qui font l’objet du « **Programme conjoint d’appui à la gouvernance locale et le développement dans les zones d'accueil des réfugiés de la RDC** » pour lequel un consultant va être recruté. Ce projet a justement pour ambition de matérialiser et renforcer les synergies et opportunités de collaboration entre les interventions humanitaires et de développement dans l’objectif de répondre efficacement et durablement aux défis de la gouvernance locale, du renforcement de l’Etat de droit et de la sécurité dans les zones faisant face à des mouvements de population chronique.  **Sous la coordination du Team Leader et de la coordinatrice du pilier 1 et la supervision directe de l’analyste au programme ayant les questions de la décentralisation et gouvernance locale en collaboration avec le chef de bureau de terrain et le chargé de programme Bureau de terrain de Goma, le consultant sera chargé d’assurer la gestion quotidienne des activités du programme et de rapporter sur les résultats réalisés.**  **Le consultant aura en outre la responsabilité de superviser et diriger le personnel d’appui ainsi que les ressources mis à sa disposition pour la réalisation spécifique. Il travaille en collaboration étroite avec l’équipe d’appui à la gestion et au développement des programmes des tâches et des opérations du PNUD, le personnel de programme de UNHCR (agence partenaire au programme) et des autres agences du Système des Nations Unies** |

**3. Responsabilités du consultant, résultats attendus,**

|  |
| --- |
| **A/ Gestion de programme** |
| Vu le contexte actuel caractérisé par la crise dû au COVID-19, la présente mission va se dérouler en deux phases notamment la phase de travail à distance (home-based) et la phase de visite de terrain dès que les conditions sanitaires le permettront.   1. **Première phase, travail à distance (home-based)** : 45 jours   Pendant cette phase, le consultant devra interagir avec les parties prenantes se trouvant dans le secteur de Logo Lolia et KakwaIma en province du Haut-Uele et la chefferie de Bwisha en Province du Nord-Kivu en utilisant le téléphone portable ainsi que d’autres outils du NTIC et devra entre autres :   * Finaliser le processus d’élaboration du plan de développement local (PDL) initié par le secteur de Longo lolia et KakwaIma, en province du Haut-Uele conformément aux dispositions du guide méthodologique de planification provinciale et locale éditépar le ministère national du plan de la RDC ; * Concevoir les modules de formation des acteurs locaux du secteur de Logo Lolia et KakwaIma en province de Haut-Uele et de la chefferie de Bwisha en province du Nord-Kivu dans les domaines de la gouvernance locale, décentralisation notamment les attributions des ETD et leurs rapports avec la province et les territoires du ressort en lien avec les lois sur la décentralisation, le renforcement des capacités des administrations locales en matière de prise en charge des compétences et attributions qui leur sont dévolues par la Constitution de 2006 ainsi que de la budgétisation participative.  1. **Deuxième phase, activités sur le terrain : 75 jours dont 25 à Bwisha et 50 à** Logo Lolia **et KakwaIma**  * Appuyer le secteur de Logo Lolia dans la finalisation du processus d’élaboration et de validation de son plan quinquennal de développement local conformément aux prescrits du Guide méthodologique de la planification provinciale et locale ; * Appuyer la chefferie de Bwisha et de KakwaIma dans le processus d’élaboration du plan de développement local conformément aux prescrits du guide méthodologique de planification provinciale et locale ; * Assurer la formation des acteurs locaux du secteur de Logo Lolia et KakwaIma en province de Haut-Uele et de la chefferie de Bwisha en province du Nord-Kivu sur le développement local et la décentralisation notamment les attributions des ETD et leurs rapports avec la province et les territoires du ressort en lien avec les lois sur la décentralisation, le renforcement des capacités des administrations locales en matière de compétences et attributions qui leur sont dévolues par la Constitution de 2006 ainsi que la budgétisation participative.   **Au cours des deux phases d’activités le consultant sera tenu entre autres à :**   * Gérer les ressources dédiées à la réalisation des produits et activités du volet Gouvernance locale du projet tels que repris ci-haut (au moins 90% de delivery), avec obligation de rendre compte au PNUD et aux partenaires du projet ; * Veiller au respect des politiques, règles et processus propres au PNUD ; * Elaborer un plan d’achat du volet Gouvernance locale du projet assorti des spécifications du matériel requis, en consultation avec l’Analyste au Programme du PNUD et les partenaires d'exécution ainsi que les administrations des ETD bénéficiaires ; * Préparer un rapport final du volet Gouvernance locale du projet et le présenter au PNUD et aux parties prenantes ; * Centraliser toute la documentation du projet et tenir les dossiers d'approvisionnement, du suivi et de l'évaluation, de la vérification, des activités d'assurance du projet et de la gestion des connaissances. * S'assurer que le projet est conforme aux objectifs et aux rapports des ODD ; * Assurer la gestion et le respect des exigences administratives (techniques, financières, de communication, de vérification, d'évaluation, etc.) des différents partenaires/donateurs ; * Gérer les risques et les problèmes en concertation avec l’Analyste au Programme du PNUD. |
| **B/ Gestion des partenariats et des intervenants :**   * Identifier les parties prenantes et des partenaires de mise en œuvre au sein des organisations de la société civile/non gouvernementales, du secteur privé et des communautés locales pour la réalisation de divers produits et activités du projet ; * Préparer et mettre en œuvre une cartographie des parties prenantes et une stratégie de leur participation/partenariat, y compris, avec des activités, des objectifs et des résultats escomptés. |
| **C/ Appui technique :**   * Examiner tous les extrants et produits livrables réalisés dans le cadre du volet Gouvernance locale du projet et contribuer à leur qualité ; * Analyser et regrouper les résultats/extrants du volet Gouvernance locale du projet ainsi que les rapports d'étape sur les objectifs et les résultats du projet. |
| **D/ Gestion des connaissances :**   * Préparer et mettre à jour une page d'information, un journal des leçons apprises et bonnes pratiques, des articles sur le programme pour les sites Web du PNUD, les sites Web pertinents, les médias, etc. au moins une fois ; * Supervision et contribution à la conception et à la publication de supports de communication (produits d'information et produits du savoir) et de plates-formes de partage des connaissances ; * Faire une synthèse de la documentation des résultats du projet, des leçons apprises, des meilleures pratiques et des études de cas. |

|  |
| --- |
| **IV. Impact des Résultats** |
| Les résultats clés ont un impact sur le succès du Programme Pays dans des domaines spécifiques de coopération. En particulier, les résultats clés ont un impact sur la conception, le fonctionnement et la programmation des activités, création de partenariats stratégiques ainsi que l'atteinte d'objectifs de mobilisation des ressources |

**4. Livrables et tranches de paiement**

Les principaux livrables du (de la) Consultant(e) Spécialiste en gestion et coordination de l’aide sont :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables /Description** | **Echéanceproposée** | **Tranche de paiement** |
| Note de cadrage et calendrier de travail home based | 5 jours après signature du contrat | 15 % |
| Gestion et mise en œuvre quotidiennes pour assurer l'atteinte des résultats du projet et la réalisation des extrants et des activités ; Fourniture de services d'appui technique aux intervenants et aux partenaires pour la réalisation de produits ;rapport formations organisées et coaching des administrations locales  Rapport d’activités et outils produits | Chaque fin du mois pendant 3 mois | 20% par mois |
| Gestion des intervenants et des partenaires et établissement de nouveaux partenariats ;rapport sur les nouveaux partenaires identifiés et liste | Après trois mois | 15 % |
| Supervision et orientation pour l'acquisition de connaissances, le partage et la documentation des résultats des projets, des pratiques exemplaires, des études de cas, des leçons apprises, etc. Rapport final de la mission et élaboration de leçons apprises et bonnes pratiques identifiées et recommandations sur le partenariat PNUD UNHCR e |  | 10 % |

**5. Chronogramme Durée de la mission**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat alloué au consultant Expert sera de 4 mois/120 jours ouvrables d’où p**remière phase, travail à distance (home-based)** : 45 jours |

**6. Qualifications et Expérience requises**

|  |
| --- |
| I. Qualifications académiques :   * Être détenteur d’une licence ou équivalent en administration des affaires, administration publique, économie, sciences politiques, sciences sociales ou domaine connexe.   II. Expérience :   * 5 ans d'expérience pertinente au niveau national ou international dans la Gouvernance locale ; * Expérience pratique dans la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes/projets de développement ;   III. : Langues  Maîtrise indispensable des langues nationales du lieu d'affectation notamment le **Lingala** (Ituri) et le **Swahili** (Nord-Kivu) et la connaissance des langues de l'ONU (notamment la **langue française**) tant à l’écrit qu’à l’oral est fortement recommandée.  VI. Compétences et facteurs clés de réussite  **Compétencesgénérales**   * Faire preuve d'intégrité à travers le respect des standards de l'ONU et de l’éthique ; * Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD ; * Faire preuve de respect et capacité d’adaptation par rapport aux personnes et leur culture, sexe, religion, race, nationalité et/ou âge ; * S’adapter aux aspects relatifs à la culture, au sexe, à la religion, à la race, à la nationalité et à l'âge ; * Traiter tous les gens équitablement et sans favoritisme.   **Compétences fonctionnelles :**  Gestion des connaissances et apprentissage   * Promouvoir un partage des connaissances et une culture d'apprentissage dans le Bureau ; * Connaissance approfondie des questions de développement ; * Capacité à défendre et à fournir des conseils stratégiques ; * Travailler activement à l'apprentissage personnel continu et de développement dans un ou plusieurs domaines pratiques, agir pour le plan d'apprentissage et appliquer les compétences nouvellement acquises   Développement et efficacité opérationnelle   * Capacité de diriger la planification stratégique, la gestion basée sur les résultats et les rapports ; * Habilité à diriger la formulation, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement, mobiliser les ressources ; * Bonne connaissance du Guide de Gestion des Résultats et des outils ; * Fortes compétences en Technologies d’Information ; * Capacité de diriger la mise en œuvre de nouveaux systèmes ou plans de développement et d’influencer positivement le changement de comportement / d'attitude du Staff   Gestion et Leadership   * Veiller à l’impact et aux résultats des projets / programmes sur les bénéficiaires (clients) et réagir positivement à leurs commentaires ; * Diriger les équipes de façon efficace et démontrer les compétences dans le domaine de la résolution des conflits ; * Avoir régulièrement les approches de travail énergique et une attitude positive et constructive ; * Démontrer de solides compétences en communication orale et écrite ; * Etablir des relations solides avec les bénéficiaires (clients) et les acteurs externes ; * Demeurer calme, en contrôle et de bonne humeur même sous pression ;   Démontrer une ouverture au changement et la capacité de gérer les complexités. |

**7.Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :  **1. Proposition technique :**   1. Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature ; 2. Une brève présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation envisagée de la mission (chronogramme et plan de travail) ; 3. CV détaillé incluant notamment les expériences acquises dans les projets, domaines similaires ou connexes et 3 références.   **2. Lettre d´offre avec une proposition financière – *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2**   * Le/la Consultant(e) doit remplir et signer la *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2. * Le/la Consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire (le modèle du tableau des couts est joint à la Lettre de soumission – pages 4-5). |

**8. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Le/la consultant/e individuel(le)sera évalué(e) sur la base de la méthodologie de Notation combinée. Lorsque cette méthode d’évaluation est utilisée, le contrat est attribué au consultant individuel dont l’offre a été évaluée et jugée :   * Répondante/conforme/ acceptable et, * Ayant reçu la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères technique et financier spécifiés * Pondération de l’évaluation technique : 70 % * Pondération de l’évaluation financière : 30 %   L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.  ***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale de 70/100 à l’évaluation de la proposition technique seront appelés à l´entretien technique.***  ***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique (soumission technique + entretien technique) seront considérés pour l’évaluation financière.***  Le marché sera attribué au/à la Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).   1. ***Les propositions techniques***   Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :   |  |  | | --- | --- | | **Critèresd´évaluation** | **Points maximum** | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elleau moins d’une licence ou équivalent en administration des affaires, administration publique, économie, sciences politiques, sciences sociales ou domaine connexe ? | 20 | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle5 ans d'expérience pertinente au niveau national ou international dans la Gouvernance locale ? 15 pts  Le/la soumissionnaire a-t-il/elle Une expérience pratique dans la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes/projets de développement ? 15pts | 30 | | L´approche méthodologiqueproposée est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les termes de référence ? | 20 | | Le chronogramme/plan de travail proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ? | 30 | | **Total note proposition technique** | **100** |   Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points, cette note technique sera pondérée a 70%.   1. ***Les propositions financières***   Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées. Une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :   * ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante) /Offre financière de A] x 30***   **Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**  Le/la Consultant(e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts dans l´Annexe II (Lettre de soumission au PNUD). Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter, dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire.  Le/la consultant/e devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue.  Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionné dans la Section 3 – Livrables et Tranches de Paiement.  ***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.*** |

**9. Autres information pertinentes**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.  Le (la) consultant(e) retenu(e) devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXES**

**ANNEXE 1 – Termes et Conditions des contrats IC (IndividualContracts)**

****

**ANNEXE 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****